

## L'UNESCO approuve la nomination controversée d'une région du Tibet au patrimoine mondial

Le 7 juillet dernier, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a approuvé la candidature controversée du gouvernement chinois pour classer au patrimoine mondial une vaste région du Tibet abritant de nombreuses espèces et comptant plusieurs lacs et zones humides. Cette prise de décision va à l'encontre des valeurs et des lignes directrices de cet organisme culturel international.



La zone du projet telle que définie par la mission officielle de l'UICN à Kekexili. ([Cliquer ici pour agrandir](#))

La Chine a proposé à l'UNESCO d'inscrire sur sa liste du patrimoine mondial les 45 000 kilomètres carrés de réserve naturelle de Hoh Xil (ou Kekexili, en chinois, et Achen Gangyap, en tibétain), ainsi que la réserve naturelle des Sources des trois rivières, ou réserve de Sanjiangyuan, qui couvre 32 000 kilomètres carrés. C'est dans cette réserve que naissent les trois plus grands fleuves chinois (le fleuve Jaune, le Yangzi Jiang et le Mékong). Deux fois plus grande que la Belgique, cette région fait partie du haut plateau de la

province du Qinghai. Elle abrite plus de 200 espèces animales, dont l'antilope du Tibet (également appelée chiru) en voie de disparition.

Avant la réunion du Comité, International Campaign for Tibet (ICT) a publié un rapport intitulé *Nomads in 'no man's land': China's nomination for UNESCO World heritage risks imperilling Tibetans and wildlife* (« Des nomades dans le no man's land: la nomination de la Chine au patrimoine

> Suite page 2

### DANS CETTE ÉDITION

1. L'UNESCO approuve la nomination controversée d'une région du Tibet au patrimoine mondial
2. Décès de Liu Xiaobo : une marque indélébile dans l'histoire du Parti communiste chinois
3. Visite exceptionnelle de diplomates européens au Tibet
4. La Chine affiche ses impératifs politiques en effectuant un exercice de tir important au Tibet en plein conflit à la frontière sino-indienne
5. Deux nouvelles immolations par le feu de Tibétains en exil en juillet 2017
6. Le gouvernement italien confirme le droit des réfugiés tibétains de voyager en Italie, mais place en détention le dirigeant d'un groupe ouïghour en exil : interférences chinoises en Europe ?
7. Apple, géant de la technologie, accusé d'«aider» la Chine dans ses efforts de censure
8. Le point sur les prisonniers politiques
9. Suggestions de lecture
10. Événements à venir

> Suite de la page 1



Les autorités chinoises décrivent le site de Hoh Xil comme un « no man's land », une terre inhabitée, justifiant ainsi leur affirmation selon laquelle aucune évaluation n'était nécessaire par rapport aux êtres humains et donc aux droits de l'Homme. Mais les pasteurs nomades tibétains coexistent depuis des siècles avec la faune et la flore, protégeant la terre et ses espèces (Photo : Diane Barker, Instagram : Heartofasia108)

mondial de l'UNESCO pourrait mettre en péril les Tibétains et la nature). Ce rapport explique que la réserve naturelle se situe au milieu de trois grandes réserves qui évincent de plus en plus les Tibétains et les empêchent d'utiliser normalement les terres, notamment de pratiquer l'élevage nomade. Ces réserves naturelles désignent l'État comme seule agence de contrôle et encouragent surtout le tourisme de masse. Une équipe d'évaluation scientifique qui s'est rendue à Hoh Xil l'année dernière pour effectuer une mission officielle de l'UNESCO a également exprimé de graves préoccupations quant à cette candidature. Elle a notamment évoqué l'exclusion des éleveurs nomades et les dangers pour la faune que présente le couloir de transport Qinghai-Tibet qui traverse la zone. Lors de cette mission réalisée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), les habitants de la région

ont exprimé des préoccupations quant aux relocalisations, ce qui n'est pas rien au vu des dangers que courent les Tibétains et les habitants chinois osant soulever des inquiétudes, même modérées, quant aux projets mis en avant par les dirigeants chinois. Pourtant, dans une conclusion contradictoire avec le reste du rapport, l'UICN a décrété que la nomination devrait quand même être approuvée.

En inscrivant le site de Hoh Xil sur la liste du patrimoine mondial, l'organisme culturel de l'ONU affiche en effet son soutien aux politiques chinoises d'éviction des nomades tibétains de leurs terres ainsi qu'à la criminalisation d'activités traditionnellement productives et durables telles que le pastoralisme et la cueillette de plantes médicinales. L'inscription de ce site au patrimoine mondial s'effectue malgré un consensus scientifique en

Chine, ainsi que l'a [expliqué](#) Tenzin Choekyi, représentante d'ICT et spécialiste des politiques chinoises en matière de prairies, à l'issue de cette décision. Qui plus est, la gestion des terres par les peuples autochtones et la mobilité des troupeaux sont essentielles à la bonne santé des pâturages. Cette décision va à l'encontre des lignes directrices de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO et des lignes directrices de l'UICN relatives à la protection des droits des populations locales et autochtones et à la préservation de leur culture, qui évoquent la notion de consentement libre, informé et préalable (CLIP). Elle est également contraire à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Une fois la nomination approuvée, le gouvernement chinois a toutefois publié une déclaration en réponse au rapport d'ICT, affirmant qu'il « respecterait pleinement la volonté des éleveurs locaux ainsi que leur culture traditionnelle, leurs croyances religieuses et leur mode de vie ». Le Comité du patrimoine mondial et l'UICN doivent veiller à ce que cet engagement soit respecté.

L'inscription de Hoh Xil sur la liste du patrimoine mondial semble correspondre à la stratégie des autorités chinoises visant à utiliser le patrimoine mondial comme « marque » pour promouvoir le tourisme de masse et stimuler l'économie de la région. La Chine a par ailleurs annoncé qu'elle proposerait l'année prochaine d'inscrire toute la [vieille ville de Lhasa](#) comme site du patrimoine mondial. Ces démarches ainsi que de récents événements, comme la [candidature](#) de la Chine pour que l'UNESCO reconnaisse la médecine traditionnelle tibétaine ou Sowa-Rigpa comme faisant partie de son patrimoine culturel immatériel, pourraient entraîner de graves conséquences pour la culture tibétaine. ■

## Décès de Liu Xiaobo : une marque indélébile dans l'histoire du Parti communiste chinois

International Campaign for Tibet est profondément attristée par la mort de Liu Xiaobo. L'organisation présente ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses amis.



Une femme portant un drapeau tibétain tient une photo de Liu Xiaobo lors d'une veillée en l'honneur de son héritage le 13 juillet à New York. Cette veillée a également servi de manifestation contre les violations persistantes des droits de l'Homme en Chine. (Photo : Associated Press)

Français détracteur du gouvernement chinois et lauréat du prix Nobel de la paix, Liu Xiaobo est décédé le 13 juillet d'un cancer du foie dans un hôpital de Shenyang dans la province du Liaoning. Il en était à sa huitième année d'incarcération, condamné à 11 ans de prison pour avoir réclamé une démocratie, des droits et la mise en place d'un système pluripartite dans la [Charte 08](#).

Critique littéraire, écrivain, professeur, militant et grand défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie, Liu Xiaobo était également un ardent partisan du peuple tibétain. En 2000, deux ans avant la reprise du dialogue entre les représentants du Dalai-Lama et les

responsables du gouvernement chinois, Liu Xiaobo a écrit un article soutenant la position du Dalai-Lama sur l'autonomie du Tibet au sein de la République populaire de Chine. Dans l'article en question, Liu Xiaobo affirmait que cette position était « bien fondée tant du point de vue moral que pratique » et qu'elle représentait « l'expression sincère de négociations pacifiques ». En mars 2008, le nom de Liu Xiaobo figurait également parmi les 29 premiers signataires d'une [pétition en 12 points](#) adressée aux autorités chinoises, demandant l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement chinois et le Dalai-Lama. Les pétitionnaires y relevaient les « graves erreurs » des politiques chinoises au Tibet et critiquaient l'action menée par le gouvernement chinois en réponse aux manifestations qui se déroulaient au Tibet, affirmant que sa réaction était dépourvue de « gouvernance conforme aux normes de la civilisation moderne ».

Ignorant les demandes humanitaires nationales et internationales de respecter la volonté de Liu Xiaobo d'être soigné à l'étranger, le gouvernement chinois a malheureusement montré qu'il ne méritait pas d'être considéré comme la grande puissance mondiale qu'il prétend être. Les circonstances tragiques de la mort de Liu Xiaobo laisseront une marque indélébile dans l'histoire de la Chine.

International Campaign for Tibet se joint désormais aux voix de plus en plus nombreuses qui s'élèvent pour demander à la Chine de lever l'ensemble des restrictions imposées à l'épouse du regretté Liu Xiaobo et permettre

à celle-ci de quitter le pays si elle le désire. Artiste, poète et défenseuse des droits de l'Homme, Liu Xiaobo a été placée en résidence surveillée et sous haute surveillance des autorités chinoises après la remise du prix Nobel de la paix à son mari en 2010. L'endroit où elle se trouve actuellement reste inconnu, même si elle est récemment apparue dans une [vidéo en ligne](#) (peut-être filmée sous la contrainte), expliquant qu'elle se remettait de la perte de son mari et qu'elle « se réadapterait » avec le temps. ■

### Visite exceptionnelle de diplomates européens au Tibet

Du 26 au 30 juin, une délégation composée de 22 représentants de l'UE et d'États membres de l'UE ont effectué une visite officielle dans la Région autonome du Tibet (RAT), un événement extrêmement rare.

Après une visite de la capitale tibétaine Lhassa, les 22 membres de la délégation, dont l'ambassadeur de l'UE en Chine Hans Dieter Schweisgut et plusieurs diplomates d'une série d'États membres de l'UE, notamment l'Espagne, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Slovaquie, se sont rendus dans la ville de Nyingchi située dans la partie orientale de la RAT. Ils ont visité le Palais du Potala, le temple du Jokhang, le monastère de Sera, l'université du Tibet, la centrale hydroélectrique de Dobu, la ville touristique internationale de Lulang, l'hôtel familial du village de Tashigang, l'exploitation agricole de Mainling, ainsi que d'autres lieux. Lors de ce séjour entrecoupé de

> Suite page 4

## La Chine affiche ses impératifs politiques en effectuant un exercice de tir important au Tibet en plein conflit à la frontière sino-indienne

Le 16 juillet, dans un contexte de vives tensions frontalières avec l'Inde, la Chine a diffusé une séquence filmée d'un exercice militaire de tir réel de grande envergure dans la Région autonome du Tibet, mettant ainsi l'accent sur ses impératifs politiques et sa capacité militaire sur le plateau.



Capture d'écran des images diffusées par la presse officielle chinoise des exercices militaires sur le plateau tibétain.

Ces images de l'Armée populaire de libération (APL) ont été diffusées dans un climat de tension entre l'Inde et la Chine au sujet d'une zone frontalière contestée à proximité de la jonction entre le Sikkim, le Tibet et le Bhoutan. Cette région disputée porte le nom de Doklam (Droglam, en tibétain, qui signifie le chemin des nomades). [Les images](#) diffusées par la presse officielle chinoise montrent des soldats se servant de lance-flammes, de lance-grenades et de mitrailleuses lourdes contre des bunkers, ainsi que différents types d'armes lourdes, notamment des mortiers, des obusiers automoteurs, des lance-roquettes multiples et des missiles antichars lors d'une véritable démonstration de puissance de tir. Un nouveau type de char d'assaut a également été testé.

La presse officielle chinoise n'a pas divulgué l'endroit où se sont déroulés ces exercices militaires, si ce n'est que la brigade chargée des missions de combat en première ligne est depuis longtemps

stationnée aux alentours des tronçons médians et inférieurs du fleuve Brahmapoutre (Yarlung Tsangpo, en tibétain ; Yarlung Zangbo, en chinois). Le Brahmapoutre traverse l'Inde depuis Arunachal Pradesh, que la Chine revendique comme le « Tibet du Sud », une source de tensions non résolues entre ces deux pays. Néanmoins, si l'on examine attentivement

le terrain présenté dans les clichés photographiques et l'enregistrement vidéo, il se peut que les exercices se soient déroulés à Chamdo (Changdu, en chinois) ou à Nagchu (Naqu, en chinois) dans la Région autonome du Tibet, et non à proximité de la frontière avec Arunachal Pradesh en Inde.

Outre ces reportages de la presse officielle, plusieurs sources militaires chinoises ont confirmé le transport de « dizaines de milliers de tonnes » d'équipement militaire, y compris des véhicules et des troupes militaires, vers le plateau tibétain en juin.

La militarisation du plateau tibétain est renforcée par un travail de propagande auprès des populations locales et par une surveillance globale. Elle s'inscrit dans le cadre général du « travail de stabilité », ainsi que l'a souligné le président chinois et secrétaire de Parti Xi Jinping. Cette démonstration des capacités militaires de la Chine souligne l'important message

> Suite de la page 3

réunions et de discussions avec des responsables locaux, les membres de la délégation ont abordé de nombreux sujets, dont l'économie, la culture, l'éducation, l'écologie et le tourisme.

Suite à cette visite, ni la délégation de l'UE à Beijing ni les États membres participants n'ont malheureusement donné aucune information publique quant aux objectifs généraux, au format ou au contenu de cette visite. ICT déplore ce manque de transparence qui suscite de graves préoccupations quant à la stratégie de communication de l'UE vis-à-vis du Tibet, d'autant plus que la presse officielle chinoise s'est empressée de présenter une vision biaisée et partielle de cette visite. Ce manque de transparence pourrait nuire à l'image de l'UE si celle-ci ne le contrebalance pas au moyen d'une déclaration propre. ■

politique de Xi Jinping : « *Gouverner les zones frontalières est la clé pour gouverner le pays, et stabiliser le Tibet est une priorité pour gouverner les zones frontalières* ». Les responsables du Parti relient la « stabilité » politique du Tibet à la sécurité de toute la RPC. En langage politique chinois, la « stabilité » est une référence codée à la nécessité d'écraser toute forme de contestation et de garantir l'allégeance envers les autorités du PCC, pour que celles-ci puissent atteindre leurs objectifs économiques et stratégiques sur le plateau sans aucune entrave. Cette année, les capacités militaires à la frontière sont mises en évidence en raison du 19<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois qui aura lieu en automne et lors duquel Xi Jinping devrait consolider son pouvoir. ■

## Deux nouvelles immolations par le feu de Tibétains en exil en juillet 2017



Dhondup et Tenzin Choeying sur des photos non datées envoyées par Radio Free Asia.

### Deux Tibétains vivant en Inde se sont immolés par le feu en juillet 2017, portant à 10 le nombre d'immolations de Tibétains en exil.

**Dhondup** (aussi connu sous le nom de Passang Dhondup) était artiste peintre sur bois à l'institut Norbulingka, centre de préservation de l'héritage culturel et artistique tibétain. Il a mis le feu à son propre corps et est décédé fin juillet. C'est la première immolation à avoir lieu à Dharamsala, où réside le Dalai-Lama et où siège l'Administration centrale tibétaine. Selon les informations relayées par les médias tibétains, Dhondup était âgé de 49 ans. Il était né à Gyantsé (Jiangzi, en chinois) au Tibet, qu'il avait décidé de quitter pour l'Inde en 1991. Il travaillait à l'institut Norbulingka depuis 2012. L'incident a eu lieu vers 15 heures le 29 juillet dans une zone proche de Lhagyal Ri (sur la route de pèlerinage qui fait le tour du temple tibétain et de la résidence du Dalai-Lama), lieu de rassemblement des Tibétains qui viennent y pratiquer des rituels, en brûlant de l'encens par exemple. Une résidente de la maison de repos située à côté de la route du pèlerinage a dit qu'elle avait entendu quelque chose brûler et quelqu'un crier

apprendre leur propre langue sous le régime chinois. Le jeune homme est mort des suites de ses blessures quelques jours plus tard, le 22 juillet. Après le décès de leur fils, les parents de Choeying ont [exhorté](#) les Tibétains à ne pas s'immoler, déclarant que les jeunes doivent lutter pour la cause tibétaine par l'éducation et la non-violence.

Les actes d'immolation par le feu de Tibétains en exil sont assez rares par rapport au nombre dramatique de Tibétains immolés au Tibet. Ce dernier s'élève désormais à 150. D'après des sources d'ICT, [10 immolations par le feu ont été commises par des Tibétains en exil](#) au 31 août 2017. C'est toutefois en exil que la toute première immolation par le feu de la vague actuelle de protestations a eu lieu : Thubten Ngodrup s'est immolé à Delhi le 28 avril 1998, alors que la police tentait d'arrêter une grève de la faim. Il est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. ■

## Le gouvernement italien confirme le droit des réfugiés tibétains de voyager en Italie, mais place en détention le dirigeant d'un groupe ouïghour en exil : interférences chinoises en Europe ?

ICT se joint à la communauté tibétaine en Italie, à l'Association Italie Tibet (Associazione Italia Tibet) et à l'Union bouddhiste italienne pour renverser une décision des autorités italiennes en Inde ayant pour effet de refuser l'octroi de visas aux réfugiés tibétains en Inde qui souhaitent voyager en Italie.

> Suite page 6

> Suite de la page 5

En réponse à une question parlementaire, le gouvernement italien a rappelé l'existence d'une loi garantissant le droit des réfugiés tibétains d'obtenir un visa italien. Le gouvernement n'a que partiellement admis que des informations incorrectes et extrêmement inquiétantes avaient été publiées par les consulats italiens en Inde qui estimaient que les papiers des réfugiés tibétains ne convenaient pas pour voyager en Italie. Le gouvernement a veillé à rétablir la pratique d'octroi des visas suivant les procédures appliquées jusqu'ici qui n'ont jamais posé aucun problème particulier.

Cette décision a été prise après la brève détention à Rome le 26 juillet de l'un des dirigeants d'un important groupe ouïghour en exil par les forces de police italiennes, vraisemblablement sous l'effet de pressions du gouvernement chinois. Celui-ci devait s'exprimer au sujet des restrictions imposées à son peuple.

Dolkun Isa, secrétaire général du Congrès mondial des Ouïghours basé à Munich, a été brièvement détenu par la Division des enquêtes générales et des opérations spéciales (DIGOS) de la police italienne. Les forces de police l'ont

empêché de s'exprimer devant le Sénat italien, où il avait été invité à participer à une conférence intitulée « SOS Rule of Law: Uyghur Emergency » (« SOS État de droit: urgence ouïghoure ») organisée par l'Organisation des nations et des peuples non représentés (UNPO) et le Parti radical non violent transnational et transparti.

Les officiers de la DIGOS, ayant agi sous le prétexte d'un contrôle d'identité, ont finalement libéré Dolkun Isa après 15 heures, déclarant qu'ils vérifieraient ses informations et les compareraient avec celles de la base de données de l'organisation internationale de police Interpol. Lorsque Dolkun Isa leur a demandé pourquoi il avait été arrêté, les forces de police lui ont répondu qu'elles avaient agi à la demande des autorités chinoises, qui le considèrent comme un « terroriste ». Interpol a publié une notice rouge à son encontre il y a plusieurs années, mais les autorités allemandes ont ignoré cette notice, qu'ils ont qualifiée de « mandat politique ». En novembre dernier cependant, Interpol a élu Meng Hongwei, vice-ministre chargé de la Sécurité publique en Chine, en tant que nouveau président, laquelle nomination a déclenché des craintes que la Chine utilise cette position à son avantage.

ICT condamne fermement la détention de Dolkun Isa, qui constitue une violation de sa liberté d'expression. Ce type d'action est totalement inacceptable au sein d'un pays libre et démocratique tel que l'Italie. Elle soulève en outre de graves inquiétudes quant à l'influence grandissante de la Chine en Europe et à l'étranger. Ce n'est en effet pas la première fois que Dolkun Isa, titulaire d'un passeport allemand, se voit empêcher de défendre les droits de son peuple sur la scène internationale. En avril dernier, il avait été [escorté à l'extérieur](#) des bureaux de l'ONU à New York lors de la session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, sans aucune explication. On l'a également déjà empêché de s'exprimer à l'ONU à Genève, ainsi qu'en Corée du Sud et en Turquie.

Pendant ce temps, les autorités chinoises continuent d'intensifier leurs politiques de répression au Turkestan oriental. Après avoir interdit aux Ouïghours musulmans de porter de longues barbes ou des voiles, et même de jeûner lors du ramadan, les autorités chinoises ont récemment émis une nouvelle directive [interdisant l'utilisation de la langue ouïghoure](#) dans les écoles sous peine de « lourdes sanctions ». ■

## Apple, géant de la technologie, accusé d'« aider » la Chine dans ses efforts de censure

Dans un contexte où la Chine intensifie sa censure de l'Internet, Apple a supprimé plusieurs applications de réseau privé virtuel (VPN, « Virtual Private Network ») de son App Store chinois durant l'été.

Les applications de VPN permettent aux utilisateurs de masquer leur identité en ligne pour accéder au contenu censuré ou bloqué par leur fournisseur de services Internet. En Chine, leur utilisation est très répandue auprès des utilisateurs qui désirent contourner la « grande muraille électronique », surnom donné aux filtres Internet hypersophistiqués utilisés par le

gouvernement chinois pour empêcher son peuple d'accéder à Facebook, Google et Twitter, ainsi qu'aux médias étrangers. Ces VPN sont particulièrement indispensables aux militants à l'intérieur du Tibet qui désirent transmettre en toute sécurité des informations sur la situation du Tibet (qui demeure autrement inconnue du monde extérieur), car un réseau de surveillance

secret appelé « Skynet » a divisé la région en une grille étroitement surveillée.

En janvier, le ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information a annoncé que tous les développeurs fournissant des VPN devaient obtenir une

> Suite page 7

> Suite de la page 5

licence du gouvernement. À la suite de la suppression de plusieurs applications de VPN de son App Store chinois, le PDG d'Apple Tim Cook a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec la position de la Chine, mais qu'il était obligé de respecter les lois du pays.

Cette initiative intervient après le renforcement des restrictions imposées à l'Internet dans le cadre d'une stratégie globale visant à consolider le pouvoir du président Xi Jinping et à contrer toute influence étrangère. La décision d'Apple de supprimer ces applications a été vivement critiquée dans les médias et l'industrie des technologies, qui ont [accusé](#) le champion de l'informatique d'«aider la Chine dans ses efforts de censure». «*Si Apple considère l'accessibilité comme un droit de l'Homme, nous espérons que la société reconnaîtra également l'accès à l'Internet comme un droit de l'Homme (ainsi que l'ONU l'a décrété) et préférera les droits de l'Homme aux profits*»,

a écrit Sunday Yorkubaitis, président du développeur de VPN Golden Frog, sur [le blog de son entreprise](#). Selon de nombreux observateurs, la décision d'Apple serait en effet motivée par des intérêts économiques, car l'entreprise affronte actuellement la rude concurrence des fabricants locaux de Smartphones à prix avantageux (tels que Huawei, Xiaomi et Oppo) et parce qu'elle ne veut pas risquer d'irriter Beijing. Dans une [lettre](#) adressée à Tim Cook, David Kaye, rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a évoqué l'engagement de la société Apple envers la liberté d'expression et a demandé à recevoir de plus amples informations sur la décision prise par l'entreprise. Il a notamment demandé si Apple avait tenu compte des instruments tels que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Ce n'est pas la première fois que le géant

de l'informatique tente de s'attirer les faveurs de Beijing dans l'espoir d'étendre ses activités en Chine. Apple a en effet déjà supprimé de son App Store chinois plusieurs applications qui mentionnaient le Dalai-Lama, ainsi que l'application du quotidien New York Times. En décembre 2014, Facebook avait également [supprimé](#) une publication contenant la vidéo d'une immolation par le feu au Tibet, sous prétexte qu'elle ne répondait pas aux «normes communautaires» de la plateforme du réseau social, alors que la page Facebook était déjà bannie en Chine.

ICT est préoccupée par cette tendance croissante des entreprises à contribuer aux efforts de censure du gouvernement chinois, car cette attitude menace la liberté d'expression et les droits fondamentaux des Tibétains, en empêchant les informations relatives à leur oppression de parvenir au monde entier. ■

### Le point sur les prisonniers politiques

#### Libération du célèbre chanteur tibétain Kelsang Yarphel



Le chanteur tibétain Kalsang Yarphel est accueilli avec des écharpes traditionnelles (khatas) à sa sortie de prison. (Photo envoyée par un auditeur de Radio Free Asia)

Selon des informations publiées par Radio Free Asia et le Centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie (CTDDH), le célèbre chanteur tibétain Kelsang Yarphel, âgé d'une quarantaine d'années, a été libéré de prison. Il a été relâché le 10 juillet, après avoir purgé une peine de quatre ans d'emprisonnement pour avoir écrit des chansons prônant l'unité entre les Tibétains et pour avoir encouragé ces derniers à parler tibétain.

En juillet 2013, Kelsang Yarphel, originaire du comté de Machu (Maqu, en chinois) dans la région tibétaine de l'Amdo, est arrêté par les autorités à Lhassa et emmené dans un centre de détention de Chengdu où il reste détenu au secret jusqu'à sa [condamnation](#) en novembre 2014. Kelsang Yarphel a été visé, à l'origine, pour ses nombreuses dunglen, chansons populaires (aussi connues sous le nom de «chansons à la guitare de la fierté nationale» [la rgya'i rdug len]). Ces chansons, que les autorités chinoises ont jugées subversives, exprimaient la fierté de l'identité des Tibétains, explique le [CTDDH](#).

Selon certaines sources, Kelsang Yarphel a été accusé d'organiser plusieurs concerts à Lhassa, dont le concert Khawai Metok (ou Fleur des neiges) en 2012, lors duquel il a chanté une chanson entraînante et enjouée intitulée «Compatriotes tibétains». Après cette représentation, les autorités chinoises ont fait une descente dans plusieurs magasins pour confisquer les DVD du

> Suite page 8

> Suite de la page 7

concert, mais des copies avaient déjà été largement distribuées dans les régions à peuplement tibétain des provinces chinoises du Qinghai, du Gansu, du Sichuan et du Yunnan. Cette chanson contenait ces paroles : « *Tibétains ! Nous devons parler et écrire en tibétain/Il est de notre devoir de maîtriser notre langue à l'oral et à l'écrit/Tibétains ! Il est de notre devoir de maîtriser notre langue à l'oral et à l'écrit/Tibétains ! Nous devons nous unir,*

*nous unir/Les trois provinces doivent toutes s'unir/Suivons l'idée de l'unité/Tibétains !* »

Kelsang Yarphel a écrit plusieurs autres chansons tibétaines bien connues telles que « La terre natale de Gesar de Ling », « Tibétains modernes » et « Le tonnerre du dragon salue le printemps ». Il a participé à plusieurs concerts publics et privés. Son arrestation a eu lieu dans le cadre d'une campagne de répression

nationale des affirmations publiques de l'identité culturelle et nationale tibétaine, qui a particulièrement touché les intellectuels, les artistes, les blogueurs, les écrivains et les chanteurs, comme l'explique le rapport d'ICT publié en 2015 : [The teeth of the storm: lack of freedom of expression and cultural resilience in Tibet](#) (« *Au cœur de la tempête : l'absence de liberté d'expression et de résilience culturelle au Tibet* »). ■

## Suggestions de lecture



### **China's New Regime of Reward and Punishment (« Le nouveau régime de récompense et de punition de la Chine »), de Gabriel Lafitte**

Dans cette série de quatre articles publiés sur son blog [www.rukor.org](http://www.rukor.org) en juillet 2017, le spécialiste du Tibet Gabriel Lafitte s'exprime sur l'évolution rapide en Chine du régime orwellien de sanctions fondées sur les données recueillies sur les citoyens et de ce qu'il qualifie de « laboratoire de l'État de la surveillance », ainsi que sur les conséquences de cette situation pour le Tibet. Une analyse effrayante et perspicace qui vaut la peine d'être lue.

→ <http://rukor.org/making-sincerity-mandatory/>

*Des caméras en forme de moulins à prières sont installées dans tout le secteur du Barkhor à Lhassa. (Photo diffusée par des Tibétains en exil sur les médias sociaux).*



### **China Tears Down the Tibetan City in the Sky (« La Chine anéantit la ville tibétaine dans le ciel »), publié dans The Diplomat**

Un an après le début de la démolition de l'académie de Larung Gar, le journaliste Steve Shaw, installé au Royaume-Uni, explique comment un jeune voyageur sino-canadien a pu se rendre à l'institut bouddhiste tibétain et constater que les préoccupations des autorités chinoises concernant la sécurité et la sûreté n'étaient rien d'autre qu'un stratagème pour servir leurs intérêts économiques, « mettant en péril les spécificités historiques et culturelles » du Tibet.

→ <http://thediplomat.com/2017/08/china-tears-down-the-tibetan-city-in-the-sky/>

*Des ouvriers embauchés par le gouvernement pour démolir les maisonnettes de Larung Gar prennent une pause, tandis que des moines et des nonnes de l'institut marchent tranquillement, résignés face à ces forces supérieures à l'œuvre. (Photo : David Chan pour The Diplomat)*

## ÉVÉNEMENTS À VENIR

### ► 10 SEPTEMBRE:

visite de Sa Sainteté le Dalai-Lama à Londonderry (Derry) en Irlande du Nord, Royaume-Uni (plus d'informations sur <https://www.childrenincrossfire.org/involved/events/dalai-lama/>)

### ► 12-14 SEPTEMBRE:

visite de Sa Sainteté à Francfort en Allemagne (plus d'informations sur <http://dalailama-frankfurt.info/>)

### ► 11-29 SEPTEMBRE:

36<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies

### ► 18 OCTOBRE:

19<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste de Chine

### ► DEUXIÈME SEMESTRE DE 2017:

Sommet 16+1 (pays d'Europe centrale et orientale et la Chine) en Hongrie (à confirmer)